

Dans quelques jours, les urnes parleront et chacune des listes y trouvera l'occasion soit de vanter son résultat, au regard de ses attentes et des pronostics, soit de relativiser son échec, car certains pleureront au soir du scrutin, écartés du Parlement européen ou définitivement (mais qu'est-ce qui est vraiment définitif en politique ou en histoire ?) marginalisés sur la scène hexagonale. Mais à quoi servent ces élections, désormais de moins en moins européennes et de plus en plus nationales, et qui tournent, pour la France, autour du soutien ou de l'opposition au président plutôt qu'à la valorisation d'une politique pour l'Europe (ou contre celle-ci, d'ailleurs) ? A bien y regarder, les partis en lice n'ont pas forcément le même écho ni la même place en Union Européenne et en France : la liste de M. Macron (maladroitement menée par celle qui fut secrétaire d'Etat aux affaires européennes) n'a, pour l'heure, guère d'alliés sur la scène parlementaire, malgré les rumeurs évoquant un possible soutien du SPD (sociaux-démocrates allemands) et le ralliement espéré mais bien incertain de quelques écologistes européens, ou les espoirs présidentiels d'une « grande coalition » à l'allemande. De plus, il est fort possible (probable, assureraient certains) que la question de Strasbourg (1) fragilisera la maigre coalition des libéraux européens (surtout issus du nord de l'Europe) dès le début de la nouvelle Assemblée...

En fait, les listes du Rassemblement National, des Républicains et Centristes et celle des Verts risquent bien d'avoir, quels que soient leurs résultats respectifs, plus d'occasions de jouer un rôle, fût-il de trouble-fête, que les élus macroniens dans la nouvelle Assemblée élue à partir de jeudi (2). Les équilibres européens ne sont pas les équilibres français, et il faut bien reconnaître **un certain isolement de M. Macron en Europe, malgré ses efforts déployés pour relancer une dynamique européenne qui semble lui échapper mais qui, peut-être plus sûrement, semble avoir atteint ses limites, faute d'une grande ambition géopolitique** : il n'y a, à bien y regarder, que notre pays à évoquer la possibilité ou la nécessité d'une « Europe puissance » qui soit bien autre chose qu'un grand marché ou qu'une simple province de « l'Empire » dirigé de Washington... Le général de Gaulle, qui espérait **une « Europe européenne » indépendante des blocs sans renier ses alliances**, s'était déjà, en son temps, heurté aux atlantistes menés par Jean Monnet, celui-là même qui fit

échouer le traité de l'Elysée (1963) comme il avait milité contre les plans Fouchet avancés par la France quelques années auparavant, ces plans qui orientaient la construction européenne vers

une confédération active d'Etats souverains

. Aujourd'hui, l'Union Européenne est dominée par une puissance économique,

l'Allemagne, qui est ouvertement indifférente (quand elle n'est pas hostile) aux positions de la France

, comme le reconnaissent la chancelière Merkel et celle qui doit lui succéder, encore plus rude à l'égard des propositions présidentielles françaises. Cette élection n'arrangera rien, car il est bien possible que l'Allemagne en profite pour récupérer la plupart des grands postes à la tête de l'Union Européenne, et que les pays du sud de l'Europe, peu germanophiles et désignés par les Allemands comme les pays du « Club Med' », n'en soient guère satisfaits...



Les lendemains du 26 mai seront sans doute bien douloureux pour tous ceux qui continuent à se faire des illusions sur les réalités et les possibilités de l'Union Européenne, et il n'est pas inutile de conserver précieusement les professions de foi des principales listes reçues il y a quelques jours et les découpes d'articles et d'entretiens donnés par les candidats et, particulièrement, par les têtes de liste : **leur relecture, dans quelques mois, sera fort révélatrice et sans doute fort cruelle pour les croyants de la construction européenne**, mais elle peut être bénéfique si elle ouvre la réflexion sur ce que peut être, concrètement et non seulement idéalement, une Europe politique, économique et sociale, y compris hors des habituels clivages ou, pourquoi pas, hors des cadres institutionnels actuels.

Si l'on veut que « l'Europe » (mais laquelle voulons-nous ?) existe ou serve l'intérêt des populations sans négliger leurs particularités propres, historiques comme culturelles, il faudra penser, d'abord, à « **faire de la force** » **pour la France**, car **rien ne se construira de durable sans les bases solides et les racines profondes des Etats et des nations** , et ce qui est valable pour la France, vieux pays issu d'une longue et parfois douloureuse histoire, l'est aussi pour ses voisins, dont l'histoire peut avoir été, jadis, affrontée à la nôtre. L'on ne construit rien de sûr et certain sur les sables mouvants de l'idéologie, et le reconnaître est le début de la sagesse et de la possibilité d'une construction, qu'elle soit européenne ou autre (latine ? « romaine » ? eurasienne ?), qui puisse compter et peser sur la grande scène d'un monde aujourd'hui instable et dangereux.



Notes : (1) : Nombre d'eurodéputés et de partis de l'UE souhaitent le transfert définitif de toutes les activités parlementaires à Bruxelles qui deviendrait ainsi une « super-capitale » de l'Union Européenne regroupant la Commission et le Parlement, dans une logique centralisatrice, jacobine même, qui symboliserait sans doute dans le même temps le basculement vers une logique plus économique et « comptable » que politique et historique : les arguments des anti-Strasbourg n'évoquent que le « gaspillage d'argent » quand les Français leur opposent le caractère symbolique et historique de la présence du Parlement dans la ville jadis source de tension et de conflit entre la France et l'Allemagne. Et si l'on transférait toutes les activités européennes à Strasbourg plutôt que l'inverse ? Cela serait l'occasion de « déconcentrer » sans déconstruire l'Union, pour ceux qui s'inquiéteraient de cette « dispersion » des sièges de pouvoir en Europe... Ce qui n'interdit pas les réflexions sur cette même construction européenne !

(2) : Les électeurs britanniques votent dès ce jeudi 23 mai pour désigner leurs députés européens dont le mandat ne courra que le temps pour le Royaume-Uni de mener son Brexit à terme, s'il y parvient...

